



Front Syndical de Classe

Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krasucki

« Le problème pour les organisations ouvrières est de briser la puissance des monopoles capitalistes »

Benoit Frachon

Depuis trois décennies, la politique unique du capital, planifiée dans toute l'Union européenne (traité de Maastricht, Pacte de stabilité, stratégie de Lisbonne, accords de Barcelone, traité de Lisbonne,...) et appliquée nationalement par la droite et les sociaux-démocrates en fonction du degré de résistance des peuples, est imposée aux travailleurs européens : casse des services publics, des statuts et des conventions collectives, compression salariale, délocalisations et casse de l'emploi, destruction progressive des systèmes solidaires de sécurité sociale et de retraites, atteintes aux libertés et au droit de grève... et subventions massives au grand capital.

Comme l'expliquait déjà en 1962 Benoit Frachon, secrétaire général de la CGT, l'Union européenne *« n'est pas ce qu'en disent en général ses promoteurs, un moyen d'améliorer le niveau de vie général des populations. C'est une entente, une association des grands capitalistes en vue d'essayer de surmonter leurs contradictions et de renforcer leur puissance sur le dos des masses exploitées. »*

Aujourd'hui, prétextant leur crise et leurs dettes, le grand capital, l'UE et les gouvernements nationaux accélèrent la machine infernale à broyer les peuples et leurs droits : en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Roumanie, en Irlande... c'est partout la baisse des salaires, l'augmentation des impôts et des prélèvements et la casse de retraites.

En France, Sarkozy annonce le gel des dépenses publiques et donc de nouvelles coupes sombres dans les dépenses sociales et un projet sur les retraites sans aucune surprise : allongement de la durée de cotisation et baisse des pensions ! Le tout au nom d'une dette creusée à coups d'exonérations et de subventions publiques pour le profit privé des banques et des grands groupes capitalistes.

Mais en réalité, des moyens pour financer et améliorer les retraites il y en a aujourd'hui, il y en aura demain : en revenant simplement au partage Capital/Travail de la fin des années 1970 dans notre pays, on libérerait plus de 180 milliards d'euros par an pour les besoins populaires en pensions, en soins, en éducation, en logements...

Il n'y a aucune justification rationnelle aux sacrifices imposés aux masses populaires, il n'y a que l'intérêt des monopoles capitalistes qui cherchent sans cesse à augmenter leurs profits et qui s'attaquent pour cela à toutes les conquêtes sociales et démocratiques du mouvement ouvrier.

Face à cette guerre de classe menée à tous les peuples européens, face à ce gigantesque racket et à la misère qui s'accroît, il n'y a que deux attitudes possibles : collaborer ou résister.

La collaboration, c'est le fond de commerce de la Confédération Européenne des Syndicats, financée par Bruxelles, qui prêche aux peuples la résignation et la perspective de convaincre le Capital d'adoucir sa politique par des discussions institutionnelles entre « partenaires sociaux ». En Irlande, les dirigeants syndicaux de la CES demandent aux travailleurs d'accepter les sacrifices et, au nom de la crise, de s'abstenir de faire grève pendant les 4 ans qui viennent ! En France, B. Thibault espère « peser sur le projet de loi » gouvernemental (à coup de journées d'actions tous les 4 mois ?) et F. Chérèque entend parvenir à un accord avec le gouvernement. Quant au communiqué intersyndical pour le 27 mai, il laisse entendre l'acceptation de nouveaux sacrifices pour les travailleurs en contrepartie de mesurées donnant l'illusion d'une justice sociale et fiscale.

Cette voie de la collaboration de classe, c'est celle qui mène les travailleurs de défaite en défaite depuis 25 ans.

C'est pourquoi le *Front Syndical de Classe* travaille à combattre cette orientation perdante pour prendre la défense des travailleurs et des masses populaires appelés à faire les sacrifices de l'offensive des monopoles. A l'image de ce qu'organise le PAME en Grèce, c'est avec le syndicalisme de classe et de masse gagnant en 1936, 1945 ou 1968 qu'il faut renouer, en bâtissant une stratégie de lutte d'une ampleur historique à partir des revendications de la base pour amener au final la classe ouvrière, alliée aux autres travailleurs, à la seule solution possible du problème : l'élimination des monopoles.

Travailleurs, enseignants, étudiants, paysans,... c'est tous ensemble en même temps que le grand capital nous attaque. C'est tous ensemble en même temps que nous devons riposter ou la misère va s'étendre.

En tissant des liens à la base entre secteurs et entre peuples, développons nos actions à partir de mots d'ordre offensifs :

Non à la négociation du recul social !

Non à la casse des retraites !

(Annulation des contre-réformes de 1993, 2003 et 2007, maintien du droit à la retraite à 60 ans et retour aux 37,5 annuités pour tous, privé et public ainsi qu'au calcul sur les 10 meilleures années dans le privé et le maintien du calcul sur les 6 derniers mois dans le public, indexation des pensions sur les salaires)

Aucun sacrifice des travailleurs pour le grand capital !

Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus)

Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier :

Jacky Omer, 40 Boulevard de la Libération, 92320 Châtillon

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à

frontsyndical.classe@laposte.net